

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Journée nationale des Droits de l'Homme : pour une implication du corps social

AUX yeux de la Garde des Sceaux, toutes les couches de la société doivent pleinement s'engager dans la défense et la promotion des droits humains.

J. KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE Gabon a commémoré, hier, la Journée nationale des Droits de l'Homme. Une date qui rappelle la libération, au large des côtes de notre pays, de deux cent (200) esclaves en provenance de Loango le 30 mai 1946.

Occasion pour la ministre de la Justice, Garde des Sceaux et chargée des Droits de l'Homme, Erlyne Antonella Ndembet-Damas, de relever la nécessité, aux yeux du gouvernement, de voir tous les acteurs impliqués dans la défense et la promotion des Droits de l'Homme, s'investir pleinement dans cette mission. Ce, d'autant plus que le thème retenu cette année, "le renforcement des capacités en droits hu-

mans des institutions représentatives et délibérantes", suppose, en effet, a-t-elle fait valoir, leur participation de manière active à toutes les actions et à toutes les initiatives mises en place dans le but de renforcer la jouissance par chacun et par tous des droits et libertés fondamentales.

"Sans l'implication de tous, notre combat pour des droits effectifs ne donnera pas les résultats escomptés", a-t-elle déclaré. Une implication d'autant plus nécessaire que, a-t-elle précisé, cette année, cette manifestation est célébrée dans un contexte marqué non seulement par l'élection de notre pays, le 20 novembre dernier, au Conseil des Droits de l'Homme des Nations unies, mais aussi par l'obligation pour le Gabon de présenter avant la fin de cette année, les rapports de mise en œuvre d'un certain

nombre d'instruments juridiques internationaux et régionaux relatifs aux Droits de l'Homme.

"Ce double contexte nous impose donc une plus grande responsabilité dans la garantie effective et la protection des droits de tous nos concitoyens. C'est l'engagement ferme du président de la République et c'est la responsabilité du gouvernement", a-t-elle avancé. Et d'ajouter : "Mais c'est aussi un défi qui doit être mené avec l'ensemble du corps social et l'appui de toutes les institutions, qu'elles soient politiques, judiciaires, parajudiciaires et de la société civile. Seules une prise de conscience et une action collective nous permettront de faire de la protection des droits de tous les hommes une réalité concrète dans notre pays et d'améliorer, ainsi chaque jour, notre vivre-ensemble".



La ministre de la Justice, Erlyne Antonella Ndembet Damas, lors d'une précédente allocution.

Région Afrique de l'APF : mission accomplie pour Faustin Boukoubi

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

LES assises de la 12e Conférence des présidents des Assemblées et de Sections de la Région de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), dirigées par le président de l'Assemblée nationale gabonaise, Faustin Boukoubi, en lieu et place du titulaire par ailleurs président de l'Assemblée nationale de Côte d'Ivoire empêché, se sont achevées vendredi dernier à Kigali, capitale du Rwanda. Des assises qui ont tenu leurs promesses. En effet, Faustin Boukoubi et ses pairs ont pu passer au crible plusieurs sujets d'actualité. Occasion pour le Chargé de mission Afrique, Dah Sansan, de présenter un rapport sur la situation du Mali. Lequel rapport a d'ailleurs été amendé et adopté. Le climat prévalant en ce moment au Mali n'a pas laissé l'hôte ga-



Faustin Boukoubi, lors de son intervention à la clôture des assises.

bonais insensible. Ce dernier a donc lancé un message de soutien à l'attention de la transition au Mali. Dans la même foulée, les participants aux dites assises ont unanimement recommandé à la communauté internationale de s'impliquer davantage pour le retour à l'ordre constitutionnel dans ce pays.

Autre sujet ayant retenu l'attention des parlementaires, l'instabilité en Centrafrique et ses récentes élections groupées (Ndlr: locales, législatives et présidentielle). Si

les participants aux travaux de ces assises ont salué la tenue de ces consultations, ils ont toutefois exprimé leurs préoccupations face à l'instabilité qui continue de prévaloir dans ce pays d'Afrique centrale.

Il faut souligner qu'en marge de ces assises, le président de l'Assemblée nationale du Gabon a été reçu par la présidente de la Chambre des députés du Rwanda. Les deux personnalités ont réaffirmé leur volonté d'engager le processus de formalisation de la coopération parlementaire entre leurs deux institutions. Pour ce faire, un groupe interparlementaire d'amitié Gabon-Rwanda au sein des deux Assemblées sera bientôt porté sur les fonts baptismaux.

La prochaine réunion de la Conférence des présidents des Assemblées et de Sections de la Région Afrique se tiendra l'année prochaine à Djibouti.

Le PDS au contact des jeunes d'Akanda



Les cadres et nouveaux militants du PDS au terme de leur rencontre.

F. M. MOMBO
Libreville/Gabon

LE secrétaire général adjoint du Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), Jean de Dieu Yembit Mangala, était le week-end dernier au contact des jeunes militants de la commune d'Akanda.

Le PDS, qui aspire à jouer les premiers rôles dans notre pays, a, dans cette optique et sur instructions de son président, Me Séraphin Ndaot Rembogo, entrepris des rencontres sur le terrain depuis plusieurs semaines avec les militants de base en vue de continuer à entretenir la flamme et susciter de nouvelles adhésions. De fait, samedi dernier, Jean de Dieu Yembit Mangala s'est surtout adressé aux nouveaux militants à qui il a présenté le mode de fonctionnement du PDS, les raisons d'y adhérer et surtout d'y demeurer. Tout en rendant un

hommage au président Séraphin Ndaot Rembogo pour avoir porté sur les fonts baptismaux "ce grand parti".

"Les partis politiques sont là pour chercher les solutions communes aux problèmes auxquels la société est confrontée. Et la politique est la science qui, par excellence, s'occupe des affaires de tout le monde dans un espace donné. Elle a vocation à organiser la vie en société et elle n'exclut personne. Car c'est en participant au débat politique que la discussion fait jaillir la lumière. Mais on ne vient pas dans un parti en aventure", a-t-il expliqué. Pour encourager les uns et les autres à continuer leur marche dans cette formation politique, les cadres présents à cette rencontre ont égrené les multiples actions que leur président ne cesse de mener en faveur des plus démunis, pour donner un véritable sens à "la solidarité sociale".